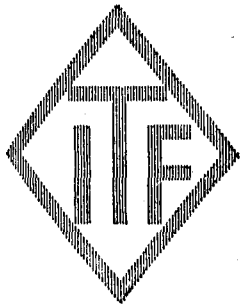


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



No. 20
7ème année.

Amsterdam, le 10 octobre 1939

Déportations massives d'ouvriers polonais.

(I.T.F.) Se rappelle-t-on encore
de l'indignation qui s'empara du
monde devant la nouvelle que les

généraux de l'armée du "Kaiser" déportaient des ouvriers
belges en Allemagne pour les y faire travailler? Se rap-
pelle-t-on des protestations énergiques du Pape et

des gouvernements des Etats-Unis, des Pays-Bas et de l'Espagne, prenant
la défense de ces malheureux?

A côté de ce qui, sur l'ordre des généraux d'Hitler, se produit
actuellement en Pologne, les agissements du Kaiser n'étaient qu'une
bagatelle. Derrière les bombardiers et les tanks de l'armée allemande,
des centaines de racoleurs nazis sont entrés en Pologne. "Immédiatement
après l'entrée des troupes allemandes des bureaux de placement ont été
installés dans les régions polonaises occupées, bureaux qui ont sur le
'champ' commencé leur activité" ainsi écrit avec orgueil la presse alle-
mande. "Ces offices de placement se sont immédiatement mis à l'oeuvre
pour recruter la main-d'oeuvre et ils la mettent à la disposition aussi
bien des autorités militaires que des entreprises industrielles dans les
régions occupées. Des mesures ont été prises en outre pour embaucher des
travailleurs agricoles. Ces travailleurs seront le plus rapidement
possible mis au travail en Allemagne". (Deutsche Allgemeine Zeitung). Les
premières colonnes d'ouvriers ont été déportées de Pologne en Allemagne
septentrionale dès le 26 septembre. "D'autres sont prêts pour être em-
bauchés et envoyés vers des régions plus éloignées également". La presse
allemande fait mention de quelque 90000 travailleurs.

Le monde assistera-t-il cette fois silencieux?

(Pour les rédactions: "Deutsche Allgemeine Zeitung", No. 443/4 du
17 septembre, "Frankfurter Zeitung" No. 502 du 2 octobre.)

Les victimes doivent payer le fouet qui les frappe.

(I.T.F.) Le Statthalter d'Hitler
à Prague a imposé aux Tchèques
"une taxe spéciale de guerre au

profit du Reich". Telle est la portée d'une ordonnance du gouverneur du
protectorat datée du 15 septembre.

Prisonniers de guerre dans
les mines allemandes.

dans les mines de minerai et de lignite. En Autriche d'autres entreprises aussi, peuvent se servir de cette main-d'oeuvre. On a l'intention d'occuper les prisonniers de guerre à la construction de routes et de canaux d'importance stratégique.

Celui qui occupe des prisonniers de guerre ne doit payer au camp d'attache de ces prisonniers que les 3/5 du tarif stipulé. Le camp ne paie aux prisonniers ainsi embauchés qu'un modique argent de poche.

(Pour les rédactions: "Deutscher Volkswirt", 29 septembre 1939).

Etat d'esprit déprimé dans les
familles ouvrières allemandes.

Front allemand du Travail pour l'Allemagne occidentale. "Oh oui" -- répond le journal -- "elle l'est, et en moyenne même beaucoup et cela pas toujours sans motif. Bien des circonstances contribuent à ce que plus d'une courageuse ménagère et mère de famille perde parfois son sang-froid". Un être cher a été envoyé par Hitler faire la guerre et "le souci pour lui ne laisse pas de repos à la mère de famille... En devant faire la queue dans les magasins, elle perd beaucoup de temps qu'elle pourrait tellement mieux utiliser à la maison". Ce qui toutefois déprime le plus les femmes ouvrières c'est l'inquiétude devant l'avenir. Les autorités ne peuvent pas empêcher que des renseignements passent de bouche en bouche. "Il y a des citoyens qui ^{qui} depeignent l'avenir en des couleurs sombres et lorsqu'on est nerveux on devient facilement pessimiste".

L'état d'esprit des femmes semble aux Nazis un danger politique et ils craignent qu'il ne soit contagieux. "L'homme qui exerce son métier en continuant à habiter chez lui ne voit pas augmenter sa joie au travail lorsque l'état d'esprit à la maison est déprimé".

(Pour les rédactions: "Ruhrarbeiter", 4ème numéro de septembre.)

Krupp craint une guerre
de longue durée.

guerre; à Londres et à Paris des politiciens influents agissaient en faveur d'Hitler et les gouvernements anglais et français céderaient tout comme ils l'avaient fait en 1938. Ce serait tout au plus une guerre à la manière d'un voyage de "Kraft durch Freude", de courte durée et sans souffrances. Cependant, pareille propagande n'était pas menée partout. Quelques industriels, qui savaient par leurs relations avec l'étranger combien l'Allemagne hitlérienne est isolée dans le monde, n'ont pas contribué à cette campagne d'optimisme forcé. Ils craignent la déception qui devra nécessairement venir. Dans la fonderie d'acier de Krupp, le chef du consortium a clairement mis en garde les ouvriers contre un optimisme inconsidéré: "Une lutte difficile dont il n'est pas encore possible de prévoir toute l'étendue nous attend" ainsi déclara-t-il le 4 septembre.

"Une lutte dont il n'est pas possible de prévoir toute l'étendue" -- voilà qui a un autre son que toutes les fanfaronnades patriotiques des orateurs nazis.

Hitler ne peut pas se
fier aux ouvriers.

déclarer, mon Führer, que grâce aux pelotons du travail la sécurité et la paix sont assurées dans les entreprises, non pas seulement dans des temps normaux mais même dans les plus graves temps de crise où toutes perturbations, telles que des grèves, seront exclues".

Il y a un an encore, le Dr. Ley rappelait dans un appel, à l'occasion du 1er mai, "la tâche singulièrement importante ayant dans le temps déterminé la constitution des pelotons du travail. Si l'Allemagne devait, une fois de plus traverser une dure épreuve et si, comment pendant la grande guerre, il en résultait de sérieuses perturbations économiques dans l'industrie indigène, il faut que chaque entreprise possède une organisation intérieure qui lui permette de prendre elle-même les mesures nécessaires et rétablir l'ordre en son sein (avec l'aide des troupes d'usine, sans avoir recours à la Gestapo-).

Seulement, dès le premier mois de la guerre, lorsqu'il s'agit de constater si l'on disposait vraiment d'assez d'ouvriers nazis pour pouvoir tenir en échec tous mouvements d'indiscipline, les périodiques techniques allemands annoncent que les uniformes des troupes d'usine vont être soldés. Les pelotons du Travail ont été dissous en tant que police dans les établissements. Le rêve des Nazis de faire surveiller les ouvriers par les ouvriers ne s'est pas réalisé. La Gestapo doit elle-même s'acquitter dans les entreprises de sa triste besogne. Personne n'est prêt à s'en charger.

(Pour les rédactions: "Völkischer Beobachter" du 14 septembre 1936 et du 28 avril 1938; "Textilwoche" du 16 septembre 1939.)

Ceux qui poussent à la guerre ne vont pas au front.

sont fait déclarer indispensables et sont tranquillement restés chez eux, loin des dangers de la guerre. On ne manque pas de faire sentir son mépris à ces embusqués nazis. "Comment, vous êtes encore là?" - Très souvent cette question est posée à des membres du Parti -- ainsi écrit avec rage le "Völkischer Beobachter" -- "et avec cela l'interlocuteur regarde d'une manière singulière l'insigne que porte celui à qui il s'adresse. A beaucoup, cette question est extrêmement pénible."

(Pour les Rédactions: Edition viennoise du "Völkischer Beobachter" du 20 septembre 1939).

Les ouvriers allemands protestent contre l'insuffisance de la protection anti-aérienne.

eurs du Parti, des abris offrant toutes les garanties contre le danger de bombardements aériens. Aucune précaution toutefois n'a été prise pour le simple peuple. A l'heure qu'il est, un grand nombre de familles ouvrières ne possèdent pas encore de masques à gaz. Dans les quartiers ouvriers de la majorité des villes allemandes, il n'y a que peu d'abris et ils sont encore la plupart du temps d'une installation insuffisante. Il n'en est pas autrement dans les grands établissements industriels. Il y a une cave à l'intention de messieurs les directeurs et d'une petite partie du personnel; pour les ouvriers on a installé des abris de fortune.

A la Société Opel ceci a donné lieu (au mois de septembre) à des altercations assez vives. Au moment où des avions anglais avaient survolé l'Allemagne occidentale et avaient jeté des tracts, une inquiétude s'empara des ouvriers. Ce raid des avions anglais avait démontré, ainsi déclaraient-ils, que la fameuse ligne de protection contre les attaques aériennes, à la frontière occidentale, n'était qu'un bluff. Les avions anglais auraient tout aussi bien pu jeter des bombes au lieu de tracts. C'est pourquoi les ouvriers réclamèrent des abris surs pour eux également.

Effervescence dans les usines Skoda.

Pilsen. Attendu que les ouvriers tchèques faisaient cause commune, la police ne réussit pas à découvrir les coupables. Elle déclara sur ce que, dans les ateliers où des actes de sabotage avaient été constatés, on punirait un ouvrier sur dix. Les ouvriers, indignés de la mesure annoncée, abandonnèrent leur travail protestant contre cette punition collective. Les Nazis firent appel à l'aide de l'armée et on installa des mitrailleuses menaçant les ouvriers récalcitrants. Le calme ne revint que sous la menace de la Gestapo que l'on tirerait à balles. Il y eut de nombreuses arrestations.

L'évacuation des régions frontalières allemandes.

mal préparée par les Nazis. Les familles des bonzes du Parti disposaient en général de moyens de locomotion commodes; on ne se préoccupa guère toutefois des petites gens. L'évacuation a eu lieu avec tant de précipitation que les autorités ne savaient même pas où se trouvaient des fonctionnaires évacués. Par la presse et par la TSP, on dut inviter les fonctionnaires, originaires des régions frontalières, à se présenter auprès des pouvoirs publics de la localité où ils étaient réfugiés. On invita publiquement les ouvriers mineurs et métallurgistes évacués à se présenter au près des administrations des mines de la Ruhr ou dans les Offices de placement.

Lors de l'évacuation partielle d'Aix-la-Chapelle, on disposait de si peu de moyens de transport que, ainsi qu'on a pu le lire dans le quotidien amsterdamois "Telegraaf", les femmes jeunes et les enfants durent faire à pied une partie du parcours.

Des Sarrois transportés en Thuringe sont très mécontents. Ils se plaignent surtout de la mauvaise nourriture; on leur donne jusqu'à satiété des choux quits à l'eau et du pain avec presque rien pour le garnir.

(Pour les Redactions: les renseignements de Thuringe datent de la deuxième quinzaine de septembre: "Telegraaf" du 16 septembre.)

Le chômage en Allemagne.

(I.T.F.) Depuis des années les Nazis avaient organisé l'économie allemande sur la base des nécessités de guerre. Afin d'être constamment prêts à toute éventualité ils ont imposé aux masses du peuple des charges excessives. On avait espéré obtenir, en sacrifiant ainsi l'économie de paix, l'avantage que l'économie allemande pourrait sans frottements ou difficultés être transformée en économie de guerre. Au lieu de cela toutefois, le déclenchement de la guerre a été accompagné en Allemagne, de la même manière que dans les autres pays capitalistes atteints par la catastrophe, d'un accroissement très net du chômage. Le resserrement de la production d'articles de consommation, imposé par la pénurie de matières premières, libéra en effet une main-d'oeuvre plus importante que ne pouvait absorber la production de guerre.

La censure allemande a étouffé la publication de renseignements précis sur cette extension du chômage. On peut néanmoins se rendre compte de l'importance de l'armée des chômeurs constatant que les périodiques économiques font mention de "centaines de milliers d'ouvriers et ouvrières qui deviennent à présent superflus, par exemple (!) dans les filatures et l'industrie du cuir" et parlent des "armées de travailleurs dont l'industrie du bâtiment n'a plus besoin. ("Die Bank"). "L'économie de guerre aura fort à faire pour pouvoir caser les travailleurs qui ont perdu leur emploi et pour pouvoir quelque peu occuper les capacités de l'industrie" -- telles sont les réflexions soucieuses du "Deutsche Allgemeine Zeitung". On a augmenté le chômage partiel et fait ouvertement dans la presse appel aux employeurs de notifier immédiatement chaque emploi vacant.

Le chômage a particulièrement augmenté en Rhénanie "où la proximité du front ouest et la rareté des industries de guerre créent des circonstances particulières" (Kölnische Zeitung).

Réduction de l'allocation de chômage.

(I.T.F.) Pendant de longues années les ouvriers allemands ont dû verser toutes les semaines une cotisation élevée à l'assurance-chômage. Plus de la moitié toutefois des milliards, retenus ces derniers six ans sur les salaires des ouvriers au titre de l'aide aux chômeurs, passa dans les caisses de guerre d'Hitler. C'est ainsi qu'au début de la guerre, lorsque brusquement le chômage en Allemagne monta par bonds, les ressources disponibles pour secourir les chômeurs étaient insuffisantes. Aussi bien, le secours de chômage fut-il sensiblement avili. Jusqu'ici chaque assuré avait droit à toucher pendant six semaines l'indemnité de chômage. Ce droit a été aboli. A présent un chômeur, eut-il versé pendant 12 ans semaine après semaine sa prime à l'assurance-chômage, n'a plus droit à une allocation. Seuls, les "indigents" peuvent encore toucher l'allocation et les Offices de placement vérifient s'il y a lieu de parler d'indigence. En Allemagne les chômeurs n'ont plus droit à six semaines de secours; pour eux, il n'existe plus que des aumônes

Malgré cela, on continue à percevoir sur les salaires une "cotisation à l'assurance-chômage" de 6 1/2%!

Les indemnités payées sont excessivement basses. A l'heure qu'il est les chômeurs allemands peuvent encore moins faire de leur allocation que durant la terrible année de crise de 1932. Selon les conceptions nazies toutefois, les travailleurs réduits au chômage par les fauteurs de guerre berlinois, ont encore la vie trop bonne. Le ministre du Travail annonça le 11 septembre qu'en même temps que la diminution des salaires on pratiquerait une baisse sur le taux de l'allocation de chômage. Les victimes de la politique nazie sont livrées à la misère.

Le délai-congé est aboli.

(I.T.F.) Les propagandistes nazis avaient toujours prétendu que la prolongation du délai-congé decretée ces dernières années par les autorités était une mesure favorable aux ouvriers. Lorsque les ouvriers s'en plaignaient disant qu'il leur était impossible de la sorte de quitter leur place pour un emploi mieux rémunéré, les Nazis ont toujours déclaré en guise de tranquillisation que cette prolongation signifiait pour les ouvriers une garantie de leur existence. Dans quelques districts le délai-congé pour

ouvriers et employeurs était de pas moins de 3 mois.

Vint le chômage. Le délai-congé fut aboli.

Les ouvriers et employés, n'ont même plus droit aux indemnités de licenciement prévues dans la loi ou dans les ordonnances collectives. Le Commissaire au travail nazi peut réduire les indemnités comme bon lui semble ou les supprimer entièrement. Les employeurs réaliseront autant d'économies.

(Pour les Rédactions: "Die Bank" du 13 septembre, "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 1er octobre, "Kölnische Zeitung" du 22 septembre. -- ordonnances sur l'assurance-chômage du 5 et 11 septembre; - ordonnance sur le délai-congé du 16 septembre.)

Les Nazis ruinent la santé des ouvriers.

(I.T.F.) Pour les Nazis la vie d'un ouvrier n'a aucune valeur. Le chiffre des accidents augmente d'année en année. Pendant leurs préparatifs de guerre déjà, les Nazis ont sans aucun scrupule sacrifié la santé de dizaines de milliers de travailleurs au rythme du réarmement. Dans un mémoire confidentiel des fonctionnaires du "service de la Santé publique au ministère allemand de l'Intérieur" ont mis en garde la dictature contre les conséquences funestes du surmenage des ouvriers et des paysans.

De hauts fonctionnaires avertissent. Le mémoire parle d'une "usure prématurée des forces physiques ... également en 1938... Il est hors de doute qu'un effort physique excessif poursuivi pendant des années, à côté de repos insuffisants et d'une alimentation inappropriée, a une influence préjudiciable permanente sur les conditions physiques d'hommes et de femmes dans la pleine force de l'âge. Il en est plus particulièrement ainsi pour les ouvriers industriels affectés à un travail particulièrement fatigant ainsi que pour les petits paysans, notamment dans les régions pauvres et montagneuses. Pour les ouvrières agricoles la fréquence des accouchements vient s'ajouter au travail pénible et a pour effet que ces femmes sont fanées avant l'âge....

Une fatigue excessive physique et psychique fait diminuer la force de résistance et favorise les affections de l'estomac, sous la forme d'ulcères, qui sont à leur tour un indice d'une nourriture insuffisante d'une part, mais d'autre part d'un manque de repos et de calme aux heures des repas.... De différents côtés, on parle d'une nervosité augmentée de la part d'adolescents et d'adultes, ce qui provient souvent du rythme accéléré du travail, mais aussi de l'abus de tabac et autres excitants". Le mémoire parle également de "maladies du coeur et des vaisseaux sanguins, symptômes d'une usure prématurée, notamment dans l'âge moyen..."

L'existence du mémoire en question démontre que la dictature nante sait que des centaines de milliers d'ouvriers sont surmenés, sous-alimentés et épuisés. Malgré cela, elle a au moment où elle s'est décidée à déclarer la guerre, ordonné une nouvelle aggravation du rythme du travail.

Travail jusqu'à l'épuisement. Chaque ouvrier peut à présent en Allemagne être contraint de travailler jusqu'à n'en plus pouvoir. Le ministère du Travail a communiqué aux employeurs: "Le chef de l'entreprise n'est plus tenu à aucune limite légale dans la fixation des heures de travail de ses salariés masculins adultes" (Journal officiel du Reich). Les employeurs allemands ont à présent le droit d'exiger 13 heures de travail par jour, dans les transports même 14 heures, et ils peuvent chaque fois que le coeur leur en dit prier les autorités de permettre des prolongations ultérieures. Les fonctionnaires du service d'inspection du travail n'interviendront que "lorsqu'un degré élevé de morbidité parmi le personnel d'une entreprise dérive d'un travail excessif imposé aux salariés", c'est-à-dire lorsque les ouvriers sont déjà tombés malades et que les autorités veulent et peuvent démontrer que les heures de travail trop longues sont la cause des nombreux cas de maladie. Dans la pratique on pourra rarement le prouver et les employeurs peuvent au fond faire tout ce qui leur plaît.

(Pour les Rédactions: Le mémoire cité a été publié par le Professeur Kempner dans l'hebdomadaire parisien "Das Neue Tagebuch" du 30 septembre; voir aussi le Bulletin du ministère du Travail du 15 septembre.)

Hitler fait fusiller.

(I.T.F.) Nous lisons dans le "Werdenberger Anzeiger", un quotidien suisse, du 18 septembre comment "un Suisse qui devait il y a quelques jours conduire avec sa voiture un ami à Constance, y a été, dans une auberge, le témoin d'une scène horrible. Le fils du patron ayant été appelé sous les drapeaux n'avait pas répondu à l'appel. Un nombre de S.S. vinrent au café et le sommèrent jusqu'à trois fois de partir, mais notre

homme tint bon. Sans autre forme de procès, les S.S. le placèrent contre un mur et le fusillèrent. Une vraie panique éclata parmi les clients de l'auberge qui avaient assisté à la scène."

De la même manière la S.S. a agi partout à l'égard d'Allemands qui refusaient de se battre pour Hitler.

Hitler rétrécit les rations.

(I.T.F.) Imprudent, le Dr. Ley rappelait récemment dans la presse du Front allemand du Travail qu'en 1918 "la grande masse du peuple avait la conviction que l'on se déchargeait des conséquences de la guerre sur le peuple alors qu'un petit nombre de privilégiés s'enrichissaient".

A l'heure qu'il est, il n'en est pas autrement. Pendant des années les Nazis ont resserré les importations de denrées alimentaires. Depuis longtemps déjà il y avait pénurie des principaux aliments. Comparée à la situation actuelle, la disette des années époulées apparaît aujourd'hui comme de l'abondance. Dès la deuxième semaine de la guerre, les rations instituées une semaine avant l'agression contre la Pologne, furent diminuées et la quatrième semaine de la guerre apporta au peuple allemand des réductions encore plus radicales.

Un mois après l'introduction du rationnement, les Allemands ont reçu à la place des cartes uniques, des feuilles de six couleurs différentes pour les différents genres de vivres. Si les consommateurs ont à présent un plus grand nombre de cartes, ils reçoivent toutefois moins d'aliments. On a des cartes de lait mais les adultes ne reçoivent plus de lait du tout. La ration de graisse a été réduite de 60 à 39 gr. et la ration de viande -- qui fin août était encore de 100 gr. -- n'est plus maintenant que de 50 gr. par jour. La carte donne droit à 71 gr., mais les bouchers peuvent comprendre dans les rations de viande jusqu'à 3/10 d'os. Les quantités de thé, de chocolat et de miel artificiel seront fixées "d'un cas à l'autre" suivant les disponibilités. Les réserves sont si petites que pour commencer on ne délivre qu'un oeuf par personne et que la vente de chocolat et de cacao a été interdite pour la durée d'un mois. Quant aux pommes de terre, oignons, épices et au poisson, il n'y a pas encore de rationnement. Avec de l'argent, on peut s'approvisionner en pommes de terre pour tout l'hiver. Qui a de la chance, peut encore trouver quelques oignons et pour avoir du poisson à bon compte, il faut faire la queue pendant des heures.

Les Nazis parlent constamment de la "communauté populaire" mais leur méthode de rationnement frappe en première lieu les grandes masses qui en sont uniquement réduites aux vivres rationnés. Quiconque a de l'argent peut encore s'acheter librement de la volaille, du gibier, des sortes chères de sardines, du poisson fumé, des patés de volaille et ceux qui ont des relations peuvent se faire octroyer des rations supplémentaires sur certificat médical.

Dans le rationnement des vêtements, les Nazis ont aussi largement tenu compte des besoins des "citoyens aisés". Il faut des cartes pour pouvoir s'acheter des vêtements mais les objets de luxe, tenue de soirée, linge en soie, etc. peuvent être achetés librement.

Pour le chauffage on peut dire aussi que ceux qui ont de l'argent n'ont pas besoin d'avoir froid. Pour avoir du charbon, il faut être inscrit dans la liste de clientèle d'un marchand; on l'obtient "pour autant que les possibilités de transport le permettent". Vu la désorganisation des services ferroviaires il y a déjà de la pénurie de charbon dans bien des villes. Avec cela, les quantités de charbon sont réparties "selon l'espace de l'habitation et le nombre des habitants", de sorte que les riches qui ont de grandes demeures reçoivent bien plus de combustibles que les simples familles ouvrières.

Les Nazis ont bien dû consentir des rations supplémentaires aux ouvriers faisant un travail fatigant. Ces rations supplémentaires avaient d'abord été limitées à un groupe très restreint, mais sous la pression des travailleurs, on a dû l'étendre. Bien des employeurs ont appuyé la revendication ouvrière se appelant le recul du rendement des ouvriers sous-alimentés pendant les années 1914 à 1918. C'est l'employeur qui détermine lui-même, sans demander l'avis de ses salariés, qui a droit et qui n'a pas droit aux rations supplémentaires. N'est considéré en outre comme ouvrier faisant un travail spécialement fatigant que celui qui accomplit ce travail de manière permanente. Il suffit donc à un employeur d'affecter un ouvrier pendant quelques heures par jour ou quelques jours par semaine à un autre travail, pour l'exclure du bénéfice des plus grandes rations.

Les employeurs n'auront pas beaucoup de plaisir de ce nouveau droit. Dans quelques grands établissements, les ouvriers ont déjà institué des espèces de commissions pour contrôler la juste répartition des cartes supplémentaires. Ils n'oublient pas dans leur lutte que les fauteurs de guerre à Berlin sont les responsables de la misère actuelle.

(Pour les Rédactions: article du Dr. Ley entre autres "Angriff" du 31 août; "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 24 septembre; ordonnance sur

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Les travailleurs de la batellerie
sont exploités.

(I.T.F.) Les bateliers allemands ne jouissent plus guère d'une minute de repos. On ne respecte

plus les prescriptions relatives au repos de nuit et dans les ports l'équipage est tenu de travailler dans la cargaison. Non pas seulement dans la cargaison de son propre navire; non, le Ministre de Guerre a déclaré que "les équipages des bâtiments affectés à la navigation intérieure sont obligés d'aider au chargement et déchargement de tous les navires appartenant à leur armateur". Il y a davantage: "l'Office de placement a le droit de stipuler que les équipages disponibles dans un port ou un lieu d'escale peuvent être affectés également au chargement et déchargement de bâtiments appartenant à un autre armateur que celui qui les emploie"!

Il est certain que ce surmenage des travailleurs de la batellerie aura pour effet de faire augmenter les accidents, mais cela est bien indifférent aux Nazis. Il ne s'agit pourtant que de pauvres prolétaires.

Dans la navigation intérieure transportant des passagers on veut toutefois éviter un excès de fatigue. Les équipages de cette catégorie de bateaux ne seront pas contraints de faire des travaux de chargement et de déchargement. Les bonzes Nazis risqueraient sinon de perdre leur vie dans l'un ou l'autre accident.

(Pour les Rédactions: Articles 8-11 d'une ordonnance du 1er septembre 1939.)

Receveuses de tramways
touchant 3 marks par jour.

(I.T.F.) Avant la guerre déjà, les heures de travail du personnel roulant des tramways allemands

avaient été prolongées jusqu'à 10 heures en moyenne -- ainsi nous apprend le périodique berlinois "Verkehrstechnik". Plus d'un jour les agents des tramways devaient faire jusqu'à 12 heures de service. Prolonger davantage les heures de travail semble toutefois trop dangereux, même aux Nazis. C'est pourquoi on a depuis quelque temps engagé aux tramways des receveuses en remplacement d'agents mobilisés.

Or, le tarif réglant les salaires dans les tramways s'inspirait du principe du "salaire égal à travail égal". D'autre part toutefois, les Nazis estiment qu'il ne faut pas "que les salaires payés aux femmes dans une industrie dépassent les salaires touchés par les hommes dans une autre industrie". Une semaine avant l'entrée des troupes allemandes en Pologne, le Ministre du Travail avait stipulé de manière formelle que les femmes pouvaient toucher au maximum les 4/5 du salaire d'un homme. Les salaires payés aux agents masculins sont toutefois déjà à peine suffisants pour vivre. Les directions des entreprises de tramways ne savaient pas par conséquent, si l'on pouvait vraiment imposer aux femmes une rétribution encore plus basse. Plusieurs municipalités envisagèrent la possibilité de n'occuper des receveuses que pendant quelques heures par jour aux périodes de pointe et de leur payer une rémunération globale de "quelque trois marks". Une somme de 3 marks équivaut, en ce qui concerne le pouvoir d'achat, à 1,20 florins hollandais (environ 24 francs français). Les fonctionnaires du Ministre du Travail nazi estimèrent que cette somme était encore trop élevée. Ils ont recommandé aux entreprises de faire faire aux receveuses les mêmes journées de travail qu'aux agents masculins tout en leur payant un salaire réduit d'au moins 1/5.

(Pour les Rédactions: "Verkehrstechnik" du 5 septembre 1939.)

Au péril de leur vie.

(I.T.F.) Un grand nombre de locomotives allemandes ne sont

pas en bon état de marche. Les mécaniciens devraient au fond refuser de desservir ces machines qui compromettent la sécurité des services. Cependant, tout mécanicien allemand qui refuse de rouler sur une locomotive insuffisamment réparée, peut être condamné pour acte de "sabotage".

Lorsque d'autre part un accident se produit pendant la course, le mécanicien peut, en vertu d'une nouvelle loi, être condamné à être fusillé pour avoir mis le transport en danger.

Beaucoup de mécaniciens allemands ne voient qu'une seule solution à ce dilemme. Avant la course ils vérifient minutieusement leur machine et ils ne partent avec une locomotive insuffisamment réparée que lorsque leur chef immédiat a pris par écrit la responsabilité de ce dangereux voyage.